



Hôpital Pitié-Salpêtrière

18/02/2026

Face aux jeux des politiciens, faisons entendre notre colère !

Notables locaux vissés à leur mairie depuis des décennies, nouveaux arrivistes désireux de leur prendre la place, le monde politicien tout entier est dans les starting-blocks pour les municipales... avec souvent la présidentielle et les législatives de 2027 en ligne de mire : Bruno Retailleau vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidats déclarés !

Nos vies quotidiennes ne se jouent pas dans les institutions

Ces professionnels de la politique s'intéressent à leurs places, bien loin de nos préoccupations quotidiennes : bas salaires, menaces de licenciement. Et dégradation des services publics : les 4 000 suppressions de postes dans l'éducation et les coupes de 4 milliards d'euros dans les hôpitaux prévues au budget 2026 ne vont rien arranger. L'aide médicale d'État (AME), qui permet aux plus précaires des travailleurs, les sans-papiers, de se soigner, est de nouveau attaquée, alors qu'elle ne représente que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. À l'inverse, les profits des milliardaires et les budgets militaires, eux, grimpent en flèche !

Soutenons des listes ouvrières et révolutionnaires !

C'est pour faire entendre la voix du monde du travail, celles de nos revendications et de nos luttes, que le NPA-Révolutionnaires présente, dans plusieurs dizaines de villes, des listes ouvrières et révolutionnaires. Constituées de travailleurs et de travailleuses, avec ou sans emploi, d'étudiants ou de retraités, elles sont un moyen d'exprimer notre colère – pour ceux d'entre nous qui ont le droit de vote, car nous n'oublions pas que les autres en sont privés faute d'avoir la bonne nationalité.

Nous n'avons aucune confiance à donner aux partis qui postulent à la gestion des affaires des capitalistes, ni à cette droite qui nous gouverne depuis des années, et encore moins à l'extrême-droite, nos pires ennemis, mais pas davantage aux partis d'une gauche qui promet d'améliorer nos vies, mais a fait l'inverse quand elle était au pouvoir.

Toutes les conquêtes sociales des travailleurs ont été arrachées par les grèves et les manifestations, les seuls moyens de menacer et de faire reculer ceux qui

tiennent vraiment l'économie, les patrons et les actionnaires, dont le pouvoir ne dépend d'aucune élection.

Voter et faire voter pour nos listes ouvrières et révolutionnaires, c'est faire entendre l'urgence pour le monde du travail de lutter pour :

- 400 euros net d'augmentation pour tous et toutes ;
- aucun salaire, pension ou allocation inférieurs à 2 000 euros net ;
- interdiction des licenciements et des suppressions de postes, dans le public comme dans le privé ;
- la régularisation de tous les sans-papiers, droit de vote pour tous à toutes les élections, liberté de circulation et d'installation.

* * *

Dans les villes où il n'est pas présent mais où il existe une liste de Lutte ouvrière, le NPA-R, qui est partisan du développement d'un pôle des révolutionnaires, appelle à voter pour celle-ci.

Après la mort d'un militant fasciste, une campagne de soutien à l'extrême droite

Ce week-end, un jeune homme a perdu la vie à Lyon, militant d'extrême droite raciste et catholique intégriste venu provoquer une réunion de Rima Hassan, bête noire de l'extrême droite en raison de son engagement pro palestinien. Cette mort est la conséquence de la politique de ces groupes dont le racisme et la violence constituent le fonds de commerce. Serait-il possible de prôner sans arrêt cette violence sans prendre le risque d'en subir les conséquences ?

Macron, Darmanin et les médias en profitent pour mettre en cause la France insoumise et l'extrême gauche, alors que c'étaient bien des nervis d'extrême droite qui attaquaient une réunion publique. Darmanin affirme que « c'est l'ultragauche qui a tué », alors que l'enquête débute tout juste. Ils se gardent bien de faire la liste des victimes avérées de l'extrême droite, de l'assassinat du rugbyman Aramburu, jusqu'à Hichem Miraoui, assassiné par son voisin le 31 mai dernier.

Affaire du calot : organisons-nous !

Notre collègue Majdouline repassait mardi devant le tribunal. Après avoir été révoquée pour son calot, la justice avait contraint l'AP-HP à la réintégrer. Mais l'hôpital a décidé de ne pas respecter la décision de justice, et de la suspendre 8 mois, sans salaire.

Pour s'en justifier, la direction prétend qu'elle ne respecterait pas les règles d'hygiène à l'hôpital, parce qu'elle ramène son calot de chez elle, et qu'elle refuserait d'obéir aux ordres en ne l'enlevant pas. Avec ce raisonnement, c'est la moitié de l'hôpital qu'il faudrait mettre à pied ! Il n'y a pas que le calot qui est lavé à la maison. L'AP-HP compte-elle sanctionner les collègues qui ramènent leurs polaires fournies par l'hosto à la maison pour la laver car rien n'est prévu pour, ou qui ne laissent pas leurs chaussettes au vestiaire ? Et quand le DAV est en panne et que les collègues lavent leur tenue à la maison, on sanctionne qui ?

Ce prétexte cherche à cacher le fait que la direction fait la chasse aux collègues qu'elle perçoit comme musulmanes, comprendre : dont la couleur de peau et la consonnance du nom sont interprétés comme des indices religieux. Une discrimination de fait qu'elle refuse d'admettre, préférant s'acharner sur la collègue.

Le juge a décidé de donner raison à ces mensonges et de valider la sanction. À travers Majdouline, c'est nous toutes que la direction cherche à mettre au pas. Mais on ne se laissera pas faire. Un rassemblement a eu lieu devant Tenon vendredi, un autre mardi pour accompagner à l'audience, et une distribution de calots a eu lieu mardi devant la Pitié.

Restons solidaires, multiplions les initiatives, et dans les prochains jours, organisons-nous !

Night call... of duty

La nuit, les effectifs ont déjà été réduits, mais avec l'épuisement qui s'installe, c'est de pire en pire. On vient travailler la boule au ventre : quand on intervient dans une chambre, on laisse les autres patients sans surveillance. On court partout, avec la peur de faire une erreur. C'est dangereux pour les patients, mais aussi pour nous. La direction attend quoi ? Un drame ?

Hospices Civils de Lyon : les urgences mobilisées

Depuis le 5 février, les Hospices Civils de l'hôpital Edouard-Herriot sont en grève pour exiger plus de personnel et de moyens. Le 11, les urgences de l'Hôpital Lyon Sud ont rejoint le mouvement. En cause : sous-effectif chronique, burn-outs et crise hivernale aggravée par les épidémies de grippe et la grève des médecins libéraux. À Lyon Sud, un service prévu pour 30 a accueilli 78 patients fin décembre. À

Edouard-Herriot, l'attente avant hospitalisation peut atteindre 6 jours. Les grévistes appellent à élargir la mobilisation : des mouvements similaires existent à urgences pédiatriques de l'Hôpital de Vienne, de Saint-Jean-de-Dieu, à Beaujon ou au CHU de Nantes. À quand la grève toutes et tous ensemble pour mettre un coup d'arrêt aux politiques qui détruisent l'hôpital ?

La violence vient de l'extrême-droite

Quentin Deranque, militant d'extrême droite raciste et catholique intégriste, est mort de ses blessures samedi 14 février, après une opération de provocation aux côtés des identitaires Némésis. Ces derniers jours l'auront érigé en martyr de l'extrême droite et du gouvernement, à moitié réjouis de dénoncer « la violence de l'extrême gauche ».

Une indignation à géométrie variable. Pas de minutes de silence pour les 11 personnes tuées par l'extrême droite depuis 2022. Pour Ismaël Aali, assassiné parce que maghrébin le 6 janvier. Pour le lycéen de Décines-Charpieu, lacéré sous les injures racistes le 19 janvier. Pour El Hacem Diarra, travailleur immigré mort tué par la police à Paris le 15 janvier. Pas un mot sur l'attaque de militants kurdes à Paris en février 2025, où un syndicaliste CGT a été poignardé. Et le non-lieu dans l'affaire Adama Traoré rappelle de quel côté est la justice.

À travers cette affaire, les politiciens cherchent à salir toute opposition sociale. Et encouragent l'impunité des nervis revanchards envers les syndicats et les organisations politiques.

L'extrême-droite prospère sur 40 ans de politiques antisociales, et sur la complaisance d'un pouvoir qui reprend ses thèmes et protège ses milices. Nous adressons tout notre soutien aux militants LFI qui subissent injures et attaques de leurs locaux et réunions. Face aux intimidations, nous prendront part à la défense collective de ces cadres. Œuvrons toutes et tous à une riposte de classe, à même de les faire reculer : ils ne pèsent pas lourd face à un monde du travail organisé et déterminé.

MEETING
Des listes ouvrières
et révolutionnaires

Avec l'interventions de nos
candidats et nos porte-paroles :

Blandine CHAUVEL,
Gaël QUIRANTE,
Selma LABIB

**Espace
Charenton**
327 rue de
Charenton,
75012 PARIS

19 Fév
19 H 30

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → <https://npa-revolutionnaires.org/>



@npa.revo

imp. spé. NPA